

PALESTINE

Le chef de cabinet d'un ministre israélien blessé par des tirs depuis Gaza

Le chef de cabinet du ministre israélien de la Sécurité intérieure Avi Dichter a été blessé hier par des balles tirées depuis la bande de Gaza alors qu'il était en visite dans une région d'Israël limitrophe du territoire palestinien, selon le service israélien de secours.

Mati Gill a été blessé par des tirs à l'arme automatique dans le kibboutz (village collectiviste) Nir-Am dans le sud d'Israël, à proximité du nord de la bande de Gaza, lors d'une visite sur place avec M. Dichter, a précisé le Maguen David Adom, l'équivalent israélien de la Croix-Rouge. Atteint à la hanche, il a été évacué vers l'hôpital Barzilai dans la ville israélienne proche d'Ashkelon.

M. Dichter accompagnait une délégation de juifs nord-américains venus exprimer leur solidarité avec les habitants des localités israéliennes proches de la bande de Gaza et cibles régulières de tirs palestiniens de roquettes en provenance de la bande de Gaza.

«Nous étions avec M. Dichter et il nous expliquait les problèmes posés par ces tirs de roquettes, quand des tirs ont soudain éclaté et touché Mati», a

raconté un témoin, Moshé Ronnen, à la radio publique israélienne.

«Les soldats israéliens sont ensuite entrés dans la bande de Gaza», a-t-il ajouté.

L'armée a confirmé qu'un «civil» israélien avait été blessé légèrement par des tirs depuis la bande de Gaza et évacué vers un hôpital.

Des sources de sécurité israéliennes ont de leur côté confirmé que des soldats israéliens ont pénétré en territoire palestinien à la recherche des auteurs des tirs. Les tirs ont été revendiqués conjointement à Gaza par la branche armée du Hamas, le mouvement islamiste qui contrôle le territoire palestinien, et un groupe qui se manifeste pour la première fois, les «Protecteurs d'Al-Aqsa». «Nos combattants ont visé le ministre israélien Avi Dichter lors d'une opération menée conjointement avec les Protecteurs d'Al-



Avi Dichter.

Aqsa. Nous avons gravement blessé un de ses collaborateurs», a déclaré à l'AFP Abou Obeidah, le porte-parole de la branche armée du Hamas. Le Hamas a précisé dans un communiqué que les combattants palestiniens avaient «ouvert un feu nourri pendant 10 minutes» en direction de M. Dichter et de la délégation qu'il accompagnait. «Cette opération s'inscrit dans le cadre de la ripos-

te aux crimes et à l'holocauste commis par l'occupation israélienne dans la bande de Gaza et le blocus injuste qui y est imposé», a ajouté le Hamas.

Israël et les groupes armés palestiniens observent depuis le 8 mars une trêve tacite qui s'est traduite par une baisse sensible des tirs depuis la bande de Gaza et des attaques israéliennes dans ce territoire palestinien.

Photo : DR

AFGHANISTAN

L'action militaire «va progressivement céder la place au plan civil», selon le SG de l'OTAN

Le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, a assuré hier dans une tribune de presse, que l'action de l'OTAN «qui avait été jusqu'à présent essentiellement militaire, va progressivement céder la place à une approche plus équilibrée mettant davantage l'accent sur les efforts au plan civil et sur la maîtrise du processus par l'Afghanistan».

Le sommet de Bucarest devrait ouvrir «une nouvelle phase» de la présence militaire étrangère en Afghanistan où «l'action, qui avait été jusqu'à présent essentiellement militaire, va progressivement céder la place à une approche plus équilibrée mettant davantage l'accent sur les efforts au plan civil», a-t-il écrit dans une tribune publiée par le journal *Le Figaro*.

Faisant valoir que l'occupation militaire de l'Afghanistan visait à «contribuer à créer une situation dans laquelle le gouvernement afghan soit en mesure d'exercer son autorité souveraine sur l'ensemble du pays» et «à créer un environnement sécurisé, propice au progrès social et économique, et à la réconciliation nationale», le SG de l'OTAN a ajouté que dans une première

étape, il fallait permettre au gouvernement afghan «d'étendre progressivement son autorité à l'ensemble du pays». «Alors qu'en 2001, les forces de sécurité afghanes étaient tout simplement inexistantes, l'armée et la police comptent respectivement 70 000 hommes d'ici à mai», a-t-il indiqué. «Au sommet de Bucarest, nous allons approuver un plan politico-militaire global» mis au point avec la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'Otan (FIAS) qui proposera, selon le SG de l'organisation atlantique, «d'optimiser le soutien en matière de lutte contre la drogue, renforcer la

coopération civilo-militaire dans le cadre des équipes de reconstruction provinciales (PRT), intensifier le dialogue entre les organismes civils et mettre en place des structures de coordination avec les principaux acteurs, comme le haut représentant de l'ONU». Il a ajouté qu'«en association avec la Banque mondiale, le Japon et d'autres acteurs internationaux, nous verrons comment mieux soutenir le redressement de l'économie afghane», notant aussi «la nécessité d'une approche régionale» pour que notamment «l'Afghanistan engage un dialogue constructif avec le Pakistan».

DÉFENSE

Moscou accuse l'Otan de s'étendre «sans respecter les intérêts» de la Russie

Le président russe, Vladimir Poutine, a accusé les dirigeants de l'Otan de «vouloir étendre leur alliance à l'Est sans prendre en compte les intérêts de la Russie».

Lors d'une rencontre avec les dirigeants de l'Otan hier à Bucarest (Roumanie), M. Poutine «a parlé de la politique d'élargissement de l'Otan et il a dit que malheureusement on demande au fond à la Russie de regarder ce processus sans que les intérêts de la Russie soient pris en compte». «L'Otan ne peut pas garantir sa sécurité aux dépens de la sécurité

coopération européenne au ministère russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov.

Il avait prévenu que le président russe parlerait «fermement» sur le sujet lors des travaux du Conseil Russie-Otan hier à Bucarest. Le président russe a souligné, d'autre part, que son pays était prêt à revenir au traité de désarmement sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), moyennant «des concessions occidentales». «Nous sommes prêts à revenir au traité mais nous atten-

dons que l'Otan fasse aussi un pas», a-t-il dit. La Russie a cessé le 12 décembre d'appliquer le traité FCE, une des clés de voûte de la sécurité en Europe depuis la fin de la Guerre froide, et qui a limité en 1990 les armements de l'Atlantique à l'Oural. Moscou a expliqué sa «suspension» du traité FCE par le refus des pays de l'Alliance atlantique de ratifier la nouvelle version du traité tant que la Russie n'aurait pas retiré ses troupes de Géorgie et de la région de Transnistrie, en Moldavie.

IRAK

Al Maliki ordonne la fin des opérations militaires contre la milice de l'Armée du Mahdi

Le Premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, a ordonné la fin des opérations des forces de sécurité irakiennes, déclenchées depuis plusieurs jours contre l'Armée du Mahdi, la milice du leader chiite irakien Moqtada Sadr, indique un communiqué officiel.

«Pour donner une chance à ceux qui regrettent ou veulent déposer les armes, M. Al Maliki a ordonné de cesser toutes les opérations dans toutes les zones», précise le communiqué du bureau du Premier ministre. Le Premier ministre a demandé que «la sécurité de ceux qui ont déposé les armes après les récents affrontements soit garantie (...)», ajoute le texte.

Le chef du gouvernement avait ordonné le lancement le 25 mars dans le port pétrolier de Bassorah d'une opération des forces de sécurité irakiennes contre l'Armée du Mahdi, la milice du leader chiite Moqtada Sadr. Des affrontements entre les deux parties s'étaient déroulés dans plusieurs villes du sud de l'Irak ainsi que dans les principaux quartiers de la capitale Bagdad, faisant au moins 461 morts, selon un bilan officiel. Les affrontements ont cessé après que Moqtada Sadr eut ordonné à ses hommes de se retirer des rues, au terme d'un accord avec le gouvernement.

UNION
EUROPÉENNE

La CE appelle les pays riches à honorer leurs promesses d'aide au développement

La Commission européenne a appelé hier les pays membres de l'UE à augmenter leur aides aux pays pauvres, car les contributions des 22 plus grands pays donateurs sont en baisse pour la deuxième année consécutive depuis l'année 2000.

Le président de la Commission, M. José Manuel Barroso, a exprimé dans une déclaration écrite, son «inquiétude face à cette tendance», indiquant que «cela ne permettra pas d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Les pays pauvres ont besoin de plus d'argent «de façon prévisible et soutenue pour réduire de moitié l'extrême pauvreté, assurer à chaque enfant une scolarité du niveau de l'école primaire et fournir d'autres conditions minimales de vie dans ces pays».

En leur qualité de plus grands fournisseurs d'aide au monde, les pays membres de l'UE doivent «donner l'exemple» et accroître sensiblement leurs contributions, comme ils s'y sont engagés, a ajouté de son côté le commissaire à la coopération au développement, M. Louis Michel.

L'aide fournie par l'UE (en majorité à l'Afrique) a diminué de 47,7 milliards d'euros en 2006 à 46,1 milliards en 2007. Pour la deuxième année consécutive, les 22 plus grands donateurs du comité d'assistance au développement ont réduit leur aide.

INDE

Un rapport officiel fait état d'un manque de 600 000 médecins

Un rapport officiel publié jeudi par la Commission du budget du gouvernement indien affirme que l'Inde manque de 600 000 médecins, d'un million d'infirmiers et de 200 000 dentistes, a rapporté l'agence Chine Nouvelle. Cette situation est la conséquence de l'émigration des médecins indiens vers les pays développés comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, souligne le rapport qui relève qu'il existe un médecin pour 10 000 patients dans le pays.

Pour remédier à cette situation, la commission a suggéré notamment l'ouverture du secteur de l'éducation médicale à la participation du secteur privé et que les compagnies soient autorisées à établir des universités de médecine et dentaires.